



Depuis leur arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron et Edouard Philippe n'ont eu de cesse de mener une politique ultra-libérale, accroissant les inégalités sociales et démantelant les services publics qui seraient un coût pour la société. La crise sanitaire provoquée par l'épidémie de Covid-19 que nous venons de vivre a montré à quel point ces choix sont erronés et dépassés. La crise n'a pu être surmontée que grâce aux agents du Service Public qui se sont mobilisés, alors que le pouvoir les avait privés et les prive encore des moyens et de la reconnaissance nécessaires à l'exercice de leurs missions. Les services de santé ont dû faire face, malgré le manque de moyens chronique lié à des politiques imposées qui ne visent qu'à faire des économies. Depuis des mois déjà, les soignant.es dénoncent la situation de l'hôpital public et demandent des investissements à la hauteur des besoins nécessaires et des revalorisations salariales. En vain : le gouvernement a fait la sourde oreille et a continué une politique visant l'enrichissement des plus riches, au détriment des plus fragiles, des plus précaires et des plus isolés. La crise a mis en évidence également le paradoxe de celles et ceux (et surtout de celles d'ailleurs) qui assurent des missions essentielles à tous et toutes les citoyen.nes (ramasseur.es d'ordures, aides à domicile, caissier.es, infirmier.es, aide-soignant.es, etc.) et dont la rémunération est injustement insuffisante au regard des conditions de travail et du service rendu. Les plus précaires et les plus fragiles ont été durement éprouvés par cette épidémie, tant sanitaire que socialement. Les inégalités sociales criantes de notre société sont apparues dans toute leur ampleur.

Le gouvernement actuel porte une lourde responsabilité dans cette crise sanitaire, comme les gouvernements précédents depuis l'extension des politiques d'austérité au domaine de la santé. Sa gestion à coups de communication manipulateur a confirmé son vrai visage... Le « feuilleton » autour des masques en est une triste illustration : inutile au début de la crise pour masquer la pénurie, les voilà devenus indispensables au déconfinement !

Après cette crise sanitaire, nous ne pouvons accepter que soient poursuivies les politiques qui ont conduit à cette situation dramatique. Nous ne pouvons accepter que les intérêts privés et particuliers prennent le pas sur les garanties collectives protectrices pour tous et tous. Nous devons peser pour que d'autres choix prévalent : plus de justice sociale, une vraie lutte contre les inégalités, pour des emplois reconnus, un renforcement des services publics – dont la crise a bien montré qu'ils étaient vitaux –, la relocalisation des activités stratégiques de production, et leur réorientation vers un nouveau modèle économique plus soucieux de la préservation de l'environnement et du climat.

Education : le monde d'après, pire que le monde d'avant ?

Personnels, élèves, et familles ont tous fait le constat des limites de la « continuité pédagogique » à distance vantée par le Ministre. La forte mobilisation des personnels auprès des élèves pendant le confinement a certainement permis de maintenir le lien entre l'école et les élèves et leurs familles et pallier l'impréparation totale du MEN, mais il faut réaffirmer que l'enseignement à distance, qui a pu se faire pour certain-es au détriment, parfois, de leur vie familiale et de l'éducation de leurs enfants, n'est qu'un pis-aller pour tou.tes, surtout dans les conditions de travail considérablement dégradées que nous avons connues. Une campagne de dénigrement contre les enseignants s'est répandue à ce sujet dans les médias dans une totale désinformation, laissant penser qu'une part importante de la profession aurait déserté son poste de travail depuis le 14 mars. Ni le ministre ni le président n'ont rétabli la vérité sur l'engagement exemplaire de la profession dans cette période, alimentant même le soupçon d'une origine gouvernementale de cette campagne par les « chiffres » complaisamment communiqués.

La décision d'une réouverture précipitée des établissements a causé de nombreuses difficultés avec lesquelles les personnels ont dû composer dans l'urgence, d'autant plus que le ministère n'a pas fourni toutes les informations nécessaires en temps utile. Soumis à des organisations sans cesse changeantes, et systématiquement tenus à l'écart des hypothèses de travail du ministère et des prises de décision sur le fonctionnement de l'école, les personnels constatent que la raison sanitaire est devenue raison d'État. Au-delà du déni démocratique que révèle ce mode de gestion, il produit une perte de confiance des familles dans l'institution et génère des tensions dont les personnels et les élèves font les frais. De plus, le renvoi au local des décisions a mis de ce fait les personnels en difficulté face à des directions parfois soucieuses de trouver les solutions les plus « simples » de leur point de vue, le protocole sanitaire national et la cohérence étant considérés comme des « complications » à contourner. Cela étant, l'application locale du protocole national a été complexe pour beaucoup d'établissements scolaires en raison des contraintes du bâti et des spécificités du public accueilli (présence de transports scolaires, nécessité d'un service de restauration). Le choix ministériel d'un retour à l'école sur la base du volontariat des élèves a bien montré que la date du 11 mai pour une réouverture des établissements tenait davantage de l'impératif économique que du souci des élèves « décrocheurs », la plupart du temps absent.es des bancs de l'école depuis début mai... Les organisations locales retenues

s'apparentent plus à de l'aide aux devoirs et à de l'accompagnement au travail à distance qu'à de l'enseignement : certain.es élèves n'ont pas retrouvé les enseignant.es qui les suivaient depuis le début de l'année, certain.es enseignant.es n'assurent pas un enseignement disciplinaire. L'extension de la réouverture aux 4^e et aux 3^e en collège a entraîné, en raison des contraintes imposées par le protocole sanitaire, une diminution du temps scolaire offert aux 6^e et aux 5^e. Depuis le début de la crise, le Ministre est dépassé, mais passe son temps à faire croire le contraire en communiquant dans les médias, malgré les cuisants démentis subis de la bouche même du premier ministre ou du président eux-mêmes. A présent, il préfère communiquer dans les médias sur le dispositif « Sport, Santé, Culture, Civisme » (ou 2S2C), qui risque fort d'entraîner l'externalisation de l'EPS et des enseignements artistiques montrant bien quelle vision de l'école il a : le « retour aux fondamentaux » dans leur version la plus réductionniste pour tou.tes, et les « approfondissements », y compris culturels, pour les plus « méritant.es ». Le Ministre cherche à instrumentaliser les conséquences de cette crise pour imposer sa vision réactionnaire de l'Ecole, quitte à réprimer les personnels qui ont exprimé et continuent d'exprimer leur opposition à ses « réformes ». Jamais un Ministre de l'Education Nationale n'a accumulé autant d'erreurs, n'a fait preuve d'autant de mépris à l'égard de tous ses personnels, ni provoqué une exaspération aussi forte parmi les usagers. Ne serait-il pas temps pour le Ministre d'en tirer la bonne conclusion et de démissionner ?

A rebours de cette politique, le SNES-FSU revendique une école ambitieuse pour tout.es qui passe par un plan d'urgence. Ce dont les élèves ont besoin, ce n'est pas du 2S2C, ni d'une diminution des horaires disciplinaires, ni d'enseignement hybride (mêlant enseignement à distance et présentiel), mais d'être pris.es en charge physiquement par des professeur.es concepteur.trices capables de relever le défi de la démocratisation scolaire, dans des classes à effectifs réduits, et avec des horaires disciplinaires abondés ! Cela passe par l'abandon de toutes les réformes engagées par Blanquer (lycées, bac, formation et recrutement des enseignant.es...), et par un changement radical de politique éducative : plan de titularisation de toutes et tous les non-titulaires, recrutement d'agent.es d'entretien et d'accueil, d'AED, d'AESH, de médecins scolaires, d'infirmier.es, d'assistant.es sociaux, de Psy-EN, recentrage vers les apprentissages et non sur la seule évaluation, allègement pour la prochaine rentrée des programmes au profit des savoirs émancipateurs et refonte ultérieure, prime d'équipement, notamment informatique pour les personnels, fourniture de matériel informatique pour les élèves. Le Conseil Syndical du SNES-FSU de Nantes rappelle nos mandats de développement d'outils informatiques libres au sein de l'Education Nationale par des fonctionnaires dédiés à cette mission. Les propositions du SNES-FSU sont nombreuses. Pour les faire vivre, il continuera à œuvrer dans le cadre fédéral, et cherchera la plus grande unité d'action avec les autres organisations syndicales, les associations de parents, et les organisations lycéennes

Texte adopté à l'unanimité.

Motion

POUR UNE POLICE QUI RESPECTE LES DROITS DE CHACUN-E, CONTRE LE RACISME ET LES VIOLENCES

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, article 9 :

« Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi. »

La mort de Georges Floyd tué par un policier le 25 mai dernier à Minneapolis aux Etats-Unis a suscité une profonde indignation qui a provoqué l'organisation de nombreuses manifestations, dans le monde entier, ainsi qu'en France, et marque une nouvelle étape dans la prise de conscience. Ces mobilisations, dans lesquelles les jeunes étaient particulièrement représenté-es, expriment le refus du racisme, des discriminations qui mènent souvent à de telles violences. En France aussi, une partie significative de la population subit le racisme au quotidien, victime de préjugés, de discriminations, voire de violences sur la base de ses origines réelles ou supposées. Dans certains quartiers populaires notamment, les rapports avec la police peuvent être extrêmement conflictuels.

Les violences et le racisme dans la police ne sont pas tolérables et ne peuvent plus rester impunis.

Nous affirmons notre attachement à une police qui respecte les droits des citoyen.nes et protège l'ensemble de la population. Nous attendons toutes et tous des actes qui y mettent un terme, ainsi qu'à l'impunité dont bénéficient les auteurs.trices, ce qui jette l'opprobre sur l'ensemble de l'institution policière. (*Motion adoptée à l'unanimité*)